

Les dépenses d’Affaires mondiales Canada pour l’éducation de base: Est-ce que la tendance à la baisse peut être renversée?

Par Jean-François Tardif, Coordonnateur, Solutions à la Pauvreté Mondiale

Contexte

Il y a plusieurs années, diverses organisations et publications exprimaient leur inquiétude face à la baisse du financement canadien pour l'éducation de base, comme Aid Watch 2015.

(http://www.campaignforeducation.org/docs/reports/Education%20Aid%20Watch_2015_EN_WEB.pdf).

La présente mise à jour vise à déterminer si ce financement continue à décliner.

Sources des données

Le gouvernement du Canada rend compte des dépenses de son programme d'aide de deux manières: 1. comme tout donateur, il fournit un rapport qui est introduit dans le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, sur une base d'année civile, conformément aux catégories de dépenses déterminées par l'OCDE, en dollars américains; 2. en vertu de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (ODAAA en anglais), il publie un rapport statistique en dollars canadiens pour chaque année financière (avril à mars) utilisant des catégories de dépenses identiques à celles de l'OCDE. Nous passerons en revue les deux sources de données.

Définition

Les dépenses relatives à l'éducation de base ne sont pas un concept pour lequel il existe une définition internationale unanime. Le gouvernement du Canada ne fait le suivi de ses dépenses pour l'éducation de base.

L'UNESCO utilise une formule pour analyser les dépenses d'éducation de base qui est également utilisée par le chapitre canadien de la Campagne mondiale pour l'éducation. Il est basé sur les codes du Système de notification des pays créanciers de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et intègre tous les montants portés au code 11200 (enseignement primaire et compétences de base) ainsi que 50% des montants codés au niveau d'éducation non spécifié (à l'exclusion de la recherche en éducation) et 10% de l'appui budgétaire général (allocations à l'appui de la trésorerie d'un gouvernement donné sans secteur spécifié).

Le présente analyse utilisera une définition simplifiée qui supprimera les 10% de l'appui budgétaire général. En effet, l'appui budgétaire général est une catégorie d'aide très marginale et sa contribution réelle à l'éducation de base est spéculative. Plus important encore, son inclusion ou non dans les calculs n'affecte pas matériellement les données.

Enfin, il est important de noter que l'aide fournie par l'intermédiaire de Finances Canada et du guichet AID de la Banque mondiale n'est pas prise en compte dans cette analyse, car le Canada ne contrôle pas la décision d'allouer ou non une partie de ce financement à l'éducation de base.

Les tendances observées

a) En utilisant les données du Rapport statistique ODAAA

Comme le montre le tableau ci-dessous, les quatre dernières années ont vu une baisse marquée de l'aide allouée à l'éducation de base. S'il y a eu un renversement limité en 2014/15, les niveaux d'aide restent inférieurs à ceux du début de la décennie si l'on tient compte de l'inflation. En proportion de l'aide totale fournie par le GAC, l'éducation de base a chuté et les deux dernières années enregistrées ont été les deux plus faibles des six dernières années. Cela est d'autant plus déconcertant que le budget de l'aide a stagné (et donc diminué quand on prend en compte l'inflation), ce qui signifie que l'éducation de base se limite à une part réduite d'un gâteau réduit. Cette situation est difficile à expliquer lorsque l'éducation est liée à tant d'autres résultats de développement prioritaires: nutrition, autonomisation des femmes, santé de l'enfant et croissance économique, pour n'en citer que quelques-uns.

Dépenses d'AMC¹ pour l'Éducation de base, en Millions \$ Canadiens et en % du Programme d'aide d'AMC

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
M\$CAD	160,12	168,42	200,7	174,8	171,95	158,44
% de l'aide cdn	4,86%	5,37%	6,79%	5,79%	4,64%	4,06%

Source: Rapports Statistiques sur l'Aide au Développement Officielle, Gouvernement du Canada

b) En utilisant les données publiées par l'OCDE

Bien que les données publiées par l'OCDE proviennent également du gouvernement du Canada, elles offrent une perspective différente sur les flux de financement liés à l'éducation de base. Premièrement, la période de référence est l'année civile et non l'exercice financier. Deuxièmement, les informations financières sont converties en dollars américains et il est possible de les avoir en dollars constants pour suivre le pouvoir d'achat réel des dollars d'aide, une fois l'inflation compensée. Les données ne sont pas directement comparables, car elles omettent tous les financements bancaires multilatéraux, pas seulement les financements de l'AID, ne conservant que les financements de gouvernement à gouvernement et les financements par le biais d'acteurs non gouvernementaux (ces deux catégories de financement constituent néanmoins la grande majorité du financement du GAC).

Les résultats sont encore plus désastreux comme l'atteste le tableau ci-dessous. La baisse du financement de l'éducation de base apparaît désormais comme une tendance à long terme, les niveaux 2008-2012 n'ayant plus jamais été atteints malgré des enveloppes d'aide plus importantes. Un examen rapide du poids relatif de l'éducation de base dans le budget de l'aide montre qu'au cours de la période d'observation de dix ans, la part de l'éducation de base a été réduite de près de moitié.

¹ Affaires Mondiales Canada

Dépenses d'AMC pour l'éducation de base, en millions de dollars US constants, Données de l'OCDE

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Cst US\$M	186,6	177,1	194,1	151,6	144,6	109,6	111,4	135,0	110,7	101,0
As % of aid	6,2%	5,57%	5,6%	4,5%	4,35%	3,73%	3,86%	4,42%	3,92%	3,18%

Source: *Système de notification des pays créanciers de l'OCDE*

Conclusion

En mai 2016, le Canada a lancé un examen de son programme d'aide internationale. L'un des objectifs de l'examen était de recentrer le programme sur les plus pauvres de la planète. Il est clair que les plus pauvres sont en grande partie précisément ceux qui ne peuvent pas assurer l'éducation de base à leurs enfants, et que les plus pauvres de la génération suivante seront ceux qui actuellement ne terminent pas leur éducation de base. La nouvelle politique d'aide internationale féministe n'a malheureusement pas donné une importance prioritaire à l'inversion de la baisse du financement de l'éducation de base observée au cours des années précédentes, bien que les filles soient 50% plus susceptibles de ne jamais s'être rendues en classe que les garçons.

En février 2019, AMC a annoncé les principaux indicateurs par rapport auxquels il évaluerait sa performance. L'un de ces indicateurs est encourageant: «Proportion d'écoles qui ont apporté des changements pour créer des installations répondant aux besoins particuliers des filles». Un autre pourrait cependant détourner l'attention de l'éducation de base: «Proportion de diplômés (h/f) de programmes d'enseignement et de la formation technique et professionnelle, motivés par la demande et soutenus par Affaires mondiales Canada». Il sera important d'être vigilant pour s'assurer que l'éducation de base n'est pas oubliée, en particulier dans un contexte où le financement total de l'éducation diminue (voir notre rubrique sur ce sujet sur le présent site web).